



LES SYNTHÈSES DE CEROM - N° 6 - JUILLET 2008

LES COMPTES ÉCONOMIQUES DE LA RÉUNION EN 2007

Rebond de la croissance, au rythme moyen de la décennie

En 2007, le Produit intérieur brut de La Réunion, exprimé en monnaie constante, a progressé à un rythme estimé à 4,4 % d'après les premiers résultats issus des comptes rapides. La croissance de l'activité en volume renoue avec son rythme moyen des dix dernières années. Par rapport à 2006, année marquée par la crise sanitaire, la croissance 2007 marque un rebond estimé à 0,4 point. L'amélioration du tourisme et de la consommation contribuent à cette meilleure performance. Mais ces embellies sont atténuées par la

moindre vigueur de l'investissement, ce qui explique que la croissance 2007 se situe en deçà du rythme de 2005.

Au total, sous l'effet cumulé de la croissance d'activité et de la hausse des prix, la valeur du PIB de La Réunion a progressé à un rythme estimé à 6,7 %, soit un gain de 860 millions d'euros. Le Produit intérieur brut atteint 13,7 milliards d'euros.

Les principaux agrégats et leur évolution en milliards d'euros (valeur courante)

	2006	2007	évolution (en %)		
			volume	prix	valeur
Produit Intérieur Brut	12,8	13,74	4,4	2,2	6,7
Consommation des ménages	8,25	8,77	4,8	1,4	6,3
Consommation des administrations publiques	5,25	5,40	1,5	1,5	3,0
Investissements	3,00	3,35	7,5	4,5	12,4
Importations de biens	3,90	4,02	2,6	0,2	2,8
Exportations de biens	0,24	0,27	12,8	1,0	13,9
Dépenses des touristes	0,23	0,29	28,5	0,8	29,6

Source : CEROM - Comptes rapides

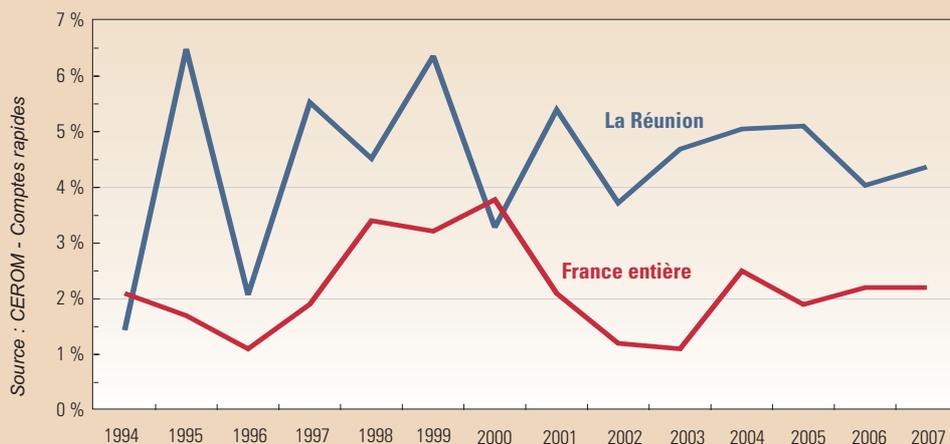
Les comptes économiques "rapides" : une estimation précoce de la croissance

L'année 2007 marque la troisième réalisation d'un compte économique rapide à La Réunion. Construit dans le cadre du projet tripartite CEROM entre l'INSEE, l'AFD et l'IEDOM, il repose sur une modélisation macroéconomique alimentée par les premières données disponibles de l'année écoulée. Il ne s'agit donc pas d'un compte définitif. Les estimations pourront faire l'objet d'une révision lorsque la totalité des données de l'année seront connues.



Profils de croissance Réunion et France

Taux de croissance (PIB en volume) en monnaie constante, en %



La hausse des prix globale moyenne des composantes du PIB est estimée à 2,2 %. Elle est tirée vers le haut par les prix des investissements, toujours rapides, tandis que les prix des biens consommés décélèrent en 2007. La hausse de prix des biens investis est estimée à + 4,5 %. Elle provient des hausses des coûts de la construction et des biens d'équipement. Les prix à la consommation augmentent de 1,4 % en moyenne annuelle (après + 2,6 % en 2006). Ils ont été ralentis par la baisse, provisoire, des prix des produits pétroliers. Les prix des consommations intermédiaires augmentent de 1,5 % en moyenne. Les hausses des prix des biens intermédiaires (+ 5,1 %), et des produits agricoles tirent vers le haut l'indice moyen.

La consommation redevient le moteur principal

La consommation des ménages redevient le principal pourvoyeur de croissance : elle génère, toutes choses égales par ailleurs, 2,9 points de croissance en volume. Au second rang l'investissement, qui était le principal moteur les deux années précédentes, procure 1,6 point de croissance. L'investissement connaît toujours une belle progression mais moins rapide qu'en 2005 et 2006. Le tourisme reprend le terrain cédé en 2006, et génère 0,5 point. La production des administrations publiques contribue pour 0,6 point. La balance commerciale pèse toujours négativement mais deux fois moins que l'année dernière. Le déficit commercial ne soustrait que 0,9 point à la croissance réunionnaise, ce qui constitue une bonne performance.

Évolution du PIB et de ses principales composantes

Évolutions	Moyenne annuelle période 1993-2006
PIB	
en valeur	6,4 %
en volume	4,4 %
Consommation finale des ménages	
en valeur	6,0 %
en volume	4,2 %
Investissement	
en valeur	8,6 %
en volume	6,5 %
Revenu disponible brut des ménages	
en valeur	6,6 %
en volume	4,7 %

Source : CEROM - Comptes rapides

L'investissement décélère

En 2007, les investissements dans l'économie réunionnaise progressent à un rythme estimé à 7,5 % en monnaie constante. L'investissement demeure très soutenu bien qu'il augmente moins vite qu'en 2006 (+ 11 %). Compte tenu des montants d'investissement atteints, ce rythme constitue un bon résultat : l'investissement atteint 3,3 milliards d'euros (courants).

L'investissement en BTP est toujours le plus dynamique grâce aux chantiers en cours et aux constructions de logements. Des tensions sur les matériaux de construction en cours d'année (dalles de béton, ciment) témoignent de l'activité vive du secteur et de la saturation proche des capacités de production. L'investissement des ménages se maintient à un niveau très élevé (estimé à 700 millions d'euros). Cependant, il n'accélère plus et semble avoir atteint un plafond. Les encours de crédit à l'habitat progres-

Valeur ajoutée des branches

Source : CEROM - Comptes rapides

Branches	Valeur ajoutée en monnaie constante
Primaire	- 16,6 %
Industries	6,3 %
Construction	13,1 %
Services marchands	5,6 %
Services principalement non marchands	1,5 %

sent moins vite que par le passé. L'investissement des entreprises semble, quant à lui, s'essouffler comme en témoignent leurs imports de biens d'équipement qui stagnent après deux années de hausse rapide (+ 13 % en 2006 et + 19 % en 2005).

La consommation repart grâce à l'emploi

En 2007 la consommation des ménages renoue avec le rythme antérieur à la crise sanitaire. Elle gagne un point et demi par rapport à 2006. Les dépenses de consommation globales des ménages ont augmenté à un rythme estimé à 6,3 % d'après les premiers résultats issus des comptes rapides. En monnaie constante, c'est-à-dire en éliminant l'effet de la hausse des prix (+ 1,4 % en moyenne en 2007), la consommation des ménages augmente de 4,8 %. En 2007, la consommation des ménages repart donc à la hausse et progresse même plus vite que la moyenne observée au cours des dix dernières années (+ 4,2 % par an en moyenne sur la période 1993-2006).

Autre élément positif, le regain de consommation ne s'est pas accompagné d'une dégradation massive du solde des échanges extérieurs. La valeur des biens de consommation importés a progressé de 2 % seulement. De plus, la facture énergétique des ménages s'est stabilisée car les prix des carburants ont baissé en 2007, après les niveaux record atteints en 2006. Les imports d'automobiles de tourisme reculent pour la deuxième année consécutive (- 4,3 % après - 13,3 % en 2006). La consommation de services s'est montrée robuste : transports, services aux particuliers, services financiers et immobiliers.

La hausse toujours rapide du revenu disponible global des ménages contribue à ce regain de consommation. En 2007, la hausse du revenu disponible brut global des ménages est estimée à 6,3 % en valeur, soit + 4,9 % hors inflation. Par rapport à l'année 2006, le rythme en volume gagne 1,3 points principalement grâce au ralentissement des prix à la consommation.

Le revenu disponible moyen par habitant progresse de 5,1 % en valeur, soit 3,6 % en monnaie constante.

Le revenu disponible moyen par unité de consommation progresse de 4,8 % en valeur, soit 3,3 % en monnaie constante.

Depuis trois ans, le supplément de revenu des ménages est principalement alimenté par les salaires. La hausse de la masse salariale est beaucoup plus rapide que celle des prestations sociales. La masse salariale distribuée par le secteur marchand s'accroît de près de 9 %, principalement grâce à l'amélioration de l'emploi. Ce rythme est toujours très soutenu, quoique légèrement en deçà de celui observé en 2006. Si la hausse des effectifs salariés est comparable à 2006, celle des salaires moyens est moins vive. Les bas salaires du secteur privé ont notamment bénéficié d'une revalorisation du SMIC moins forte que l'an passé (+ 2,1 % en juillet 2007 après + 3,05 % en juillet 2006).

Des comptes rapides issus d'une modélisation de l'économie réunionnaise

Le modèle utilisé pour construire les comptes rapides est un modèle macro-économétrique, de type keynésien, modèle dit "quasi-comptable". Il permet de projeter les comptes économiques d'une année à partir d'hypothèses d'évolutions de l'offre et de la demande de biens et services. À La Réunion, ce modèle est construit avec 25 branches et 25 produits.

Le modèle est basé sur le TES (Tableau des Entrées-Sorties) de la Comptabilité Nationale. En effet, ces relations comptables permettent d'assurer la cohérence du modèle en décrivant les équilibres nécessaires entre les ressources et les emplois pour chaque opération.

En conséquence, le modèle reproduit de façon mécanique la structure comptable déterminée par le passé. La projection du compte se fait selon la méthode de Léontieff, fondée sur les interactions entre branches et celle de Keynes, fondée sur l'interaction revenu-consommation.

Le modèle intègre peu de relations de comportement des agents et ne peut donc pas être utilisé pour simuler l'impact de changements de ces comportements.

Évolution du revenu disponible de 2006 à 2007

Source : CEROM - Comptes rapides

Revenu disponible des ménages	évolution (en %)	
	en valeur	en monnaie constante
Total	6,3	4,9
par habitant	5,1	3,6
par unité de consommation	4,8	3,3

La progression rapide de la masse salariale globale distribuée dans l'économie réunionnaise masque des disparités sectorielles. Le BTP affiche toujours la masse salariale la plus dynamique quoiqu'en décélération légère par rapport à la hausse record de 2006. Sa hausse est estimée à 20 %, comme en 2005, grâce à la fois aux recrutements nombreux, et aux hausses de salaires. Les revenus distribués par les services aux entreprises sont aussi très dynamiques (+ 14 %) ainsi que les biens d'équipement et les transports (+ 9 %). La masse salariale distribuée par l'hôtellerie-restauration repart à la hausse (+ 9 %) et retrouve son niveau d'avant crise. A contrario, la masse salariale distribuée par les services financiers cesse de progresser et celle du commerce automobile décélère.

Des prestations sociales tirées par les retraites

Autre composante importante du revenu des ménages : les prestations sociales. Le total des prestations sociales versées en espèces accélère : il progresse de + 3,9 % après 3,3 % en 2006.

Le montant des prestations en espèces versées par la Caisse d'allocations familiales aux ménages progresse de 3,3 %, en ralentissement par rapport à celui de l'année précédente (+ 5,0 %). Les prestations versées par l'Assedic reculent à nouveau : - 5,3 % après - 8 % en 2006. Elles chutent à 311 millions d'euros, conséquence de l'amélioration de l'emploi et de la nouvelle convention d'assurance chômage entrée en vigueur en 2006. Le total des prestations sociales en espèces versées par la CAF et l'Assedic atteint 1 390 millions d'euros, en hausse de 1,3 %. Il décélère pour la troisième année consécutive. A contrario, la valeur des pensions de retraites versées (932 millions d'euros) accélère : elle progresse de 7,9 % après + 6,3 % en 2006.

■ **Nadine JOURDAN**
chef de la division "comptes économiques et analyses macro-économiques"
 INSEE Réunion

Les publications CEROM

RUP : "L'ultrapériphéricité définit-elle un modèle de croissance" - mars 2008.

Réunion : "Émergence de nouveaux moteurs de croissance" - novembre 2005
 "Une double transition presque réussie" - octobre 2004.

Mayotte : "Évaluation du PIB à Mayotte" - mai 2005.

Guadeloupe : "Une économie en déficit ... d'image" - juin 2004.

Martinique : "L'économie martiniquaise au passage de 2000 : une économie vertueuse ?" - juin 2005.

Guyane : "Un développement sous contraintes" - juin 2008.

Saint-Pierre et Miquelon : "Premières synthèses sur l'économie de Saint-Pierre et Miquelon en 2004" - septembre 2006
 "Évaluation du PIB de Saint-Pierre et Miquelon en 2004" - septembre 2004.

Nouvelle-Calédonie : "L'économie calédonienne en mouvement" - novembre 2005.

Polynésie Française : "L'économie polynésienne post CEP : Une dépendance difficile à surmonter 1995-2003" - janvier 2008.